

Compétitivité, emploi et innovation

Le choix du développement durable	99
Étude de l'impact du changement climatique sur les secteurs économiques, les territoires et l'emploi	100
Impacts du changement climatique sur l'emploi	100
Transition économique	101
Recommandations	101
Les énergies renouvelables en Allemagne	102
Emploi et climat : même combat	102
La stratégie européenne	102
Les enjeux sociaux	103
Recherche et innovation : une relation étroite avec l'économie	104
Communication et sensibilisation	104
Science et application : exemple d'une prothèse de hanche	105
Enjeux des TIC	105
Augmentation des besoins et des déchets	105
Microfinance et développement	106
Octopus outil au service de la microfinance	106
Entrepreneurs innovants	107
Échanges avec la salle	108

Compétitivité, emploi et innovation

Intervenants

JEAN-LUC GÉRARD

CHRISTIAN DUCHESNE

THIERRY DEMUYSÈRE

WOLFGANG H. KOCH

CHRISTIAN OLLIVRY

ÉRIC GROISE

EMMANUEL DE LA VILLE

ACTED	Agence d'aide à la coopération technique et au développement
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
CES	Commission européenne des syndicats
CSC	Confédération des syndicats chrétiens
DEEE	Déchets d'équipements électroménagers et électroniques
DIACT	Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
ONG	Organisation non gouvernementale
R & D	Recherche et développement
RSE	Responsabilité sociale et sociétale des entreprises
TIC	Technologies de l'information et de la communication

Le choix du développement durable

JEAN-LUC GERARD : *Animateur, consultant développement durable indépendant, Suisse.*

Une récente enquête montre que les Français sont les plus pessimistes au monde sur leur avenir et se soucient particulièrement de la globalisation. Dans ce contexte, les TIC apportent une dose d'optimisme car elles représentent une sorte de « potion magique » pour le développement durable.

Richard von Weizsäcker, ancien président de la république d'Allemagne, racontait une anecdote intéressante pour illustrer l'état des lieux actuel de nos attitudes face au développement durable. Trois grenouilles tombent à tour de rôle dans un pot de lait. La première est pessimiste et se dit que le pot est beaucoup trop haut et qu'elle n'arrivera jamais à sortir. Elle finit par mourir. La seconde, optimiste, pense que quelqu'un viendra la chercher et que demain, grâce à la technologie, elle aura de nouvelles pattes qui lui permettront de sauter plus haut. Celle-ci aussi meurt. Vient la troisième, qui elle, est réaliste. La grenouille réfléchit, se demande quelles sont ses compétences et, avec ses grandes pattes, bat le lait. Celui-ci durcit, se change en beurre et la grenouille arrive à sortir.

Dans le domaine du développement durable, le problème qui se pose aujourd'hui est



JEAN-LUC GERARD

ANIMATEUR, CONSULTANT
DÉVELOPPEMENT DURABLE
INDÉPENDANT, SUISSE.

“ Dans le domaine du développement durable, le problème qui se pose aujourd’hui est de savoir ce qui est réaliste.

nucléaire (6 % de l’approvisionnement énergétique).

de savoir ce qui est réaliste. L’économie mondiale aujourd’hui, la « *high carbon economy* », est essentiellement basée sur les énergies fossiles : un tiers des énergies provient du pétrole, un quart du charbon, un cinquième du gaz et un sixième des énergies renouvelables et le reste par le

Étude de l’impact du changement climatique sur les secteurs économiques, les territoires et l’emploi

CHRISTIAN DUCHESNE : *Conseiller, Syndex, France.* Le syndicalisme aujourd’hui se préoccupe des problématiques liées au changement climatique et à l’économie de transition. Dans le cadre d’une anticipation et d’une transition juste et équitable, une étude pilotée par la Confédération européenne des syndicats (CES) a été menée. Ses objectifs sont de :

- appréhender les enjeux du passage d’une économie fossile à une économie bas carbone
- déterminer les impacts des mesures de lutte contre les émissions de Gaz à effets de serre (GES)
- évaluer les impacts du changement climatique sur l’emploi.

Cette étude européenne a été menée par un consortium de cabinets européens¹ et financée par la Commission européenne et différentes institutions des pays participants (comme la DIACT et l’ADEME en France). La Région Nord-Pas-de-Calais a également été l’une des parties prenantes. Les résultats de cette étude, comme l’intégralité des rapports européens, nationaux et territoriaux, sont téléchargeables sur le site www.syndex.fr ou sur le site www.etuc.org de la CES.

“ Le syndicalisme aujourd’hui se préoccupe des problématiques liées au changement climatique et à l’économie de transition.

L’étude sur l’impact du changement climatique se divise en trois parties. La première est consacrée à l’évaluation quantitative et qualitative de ce phénomène sur l’emploi sectoriel.

Impacts du changement climatique sur l’emploi

Les conclusions de cette première partie convergent avec celles d’autres rapports comme le rapport Stern ou celui du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC). L’impact de la hausse des températures a été mesuré au niveau sectoriel et territorial : ne rien faire pour limiter ou s’adapter au changement climatique coûte plus cher que mettre en œuvre les politiques et mesures nécessaires. Par exemple, les territoires qui ont investi dans l’or blanc, c’est-à-dire l’ensemble des activités dépendantes de la neige, doivent maintenant réfléchir à des mutations et des adaptations pour faire face à la perte de cette ressource. D’une manière générale, un tableau sectoriel a été dressé pour montrer les risques économiques encourus par les différents secteurs d’activités et les territoires.

“ Ne rien faire pour limiter ou s’adapter au changement climatique coûte plus cher que mettre en œuvre les politiques et mesures nécessaires.

¹ Wuppertal Institut (Allemagne), Ictas (Espagne), Syndex (France), la CES



Transition économique

La deuxième partie de l'étude porte sur les principaux secteurs économiques européens émetteurs de CO₂ : les secteurs du résidentiel et du transport émettent plus de GES que l'industrie seule (cimenterie, pétrochimie...).

D'un point de vue global, les politiques européennes de réduction des émissions de gaz carbonique n'impacteront pas négativement l'équilibre de l'emploi. Cependant, ces politiques de lutte contre le **changement climatique induiront des mutations fortes dans certains secteurs (délocalisations)**. Certains verront leur nombre d'emplois diminuer et d'autres croître. Néanmoins, le bilan de l'étude reste, dans l'ensemble, positif avec la création d'un équilibre entre les secteurs. Les politiques mises en œuvre devront donc être adaptées à cette transition, en mettant l'accent sur les formations et la gestion prévisionnelle de l'emploi.

Recommandations

L'étude formule des recommandations dans le domaine des réglementations, de la politique industrielle et du dialogue social. Ces mesures se veulent compatibles avec l'économie de marché et la concurrence. Il serait en effet paradoxal de voir une Europe vertueuse (réduction des GES) mais dont les consommateurs achèteraient des produits à teneur en carbone élevée. Certaines politiques contraignantes, dans le cas des quotas par exemple, amènent en effet à des décisions de délocalisation (cf ARCELOR). L'étude propose alors des mesures d'ajustements aux frontières, qui prennent en compte le niveau de carbone : un produit sidérurgique provenant de Chine ou du Brésil et qui ne répondrait pas aux normes, serait surtaxé ou subirait un système de quotas.

Des normes comme le règlement REACH pourraient définir le contenu en carbone. Enfin, il faut rendre au marché des permis d'émission sa finalité et corréler de nouveau l'attribution des quotas à l'effort de R & D.

En dernier lieu, le dialogue social est primordial à tous les échelons (au niveau européen, mais aussi dans le territoire et dans l'entreprise).

“ **Le dialogue social est primordial à tous les échelons (au niveau européen, mais aussi dans le territoire et dans l'entreprise).** ”

En conclusion, le développement des énergies renouvelables est un élément important de la politique de réduction des GES mais aussi un facteur de croissance. La France a en ce domaine pris du retard, notamment au regard de l'Allemagne. La politique industrielle (pour encourager la construction des éoliennes par exemple) contribue très largement à la balance commerciale et l'indépendance économique d'un pays.

Les énergies renouvelables en Allemagne

JEAN-LUC GERARD : *Animateur, consultant développement durable indépendant, Suisse.* Ces dernières années, l'Allemagne a créé 130 000 emplois dans le domaine des énergies renouvelables et planifie 230 000 emplois supplémentaires pour les cinq prochaines années.

La reconversion du secteur énergétique vers les énergies renouvelables favorise donc l'emploi. Cependant, d'autres facteurs entrent en jeu : des facteurs politiques, économiques (euro), technologiques (délocalisation de la gestion informatique des banques en Inde) et écologiques (impact du changement climatique sur l'emploi de certains secteurs).

Comment concilier le passage à une économie bas carbone avec une croissance économique élevée et la création d'emplois ?

Emploi et climat : même combat

THIERRY DEMUYÈRE : *Coordinateur Environnement, ACV/CSC, Belgique.* Les syndicats belges ont signé une convention avec les régions wallonne et flamande pour adopter une attitude proactive pour l'environnement. Dans ce cadre, je coordonne le réseau intersyndical de sensibilisation à l'environnement, qui réfléchit sur l'évolution de l'emploi en lien avec l'environnement.



THIERRY DEMUYÈRE
COORDINATEUR
ENVIRONNEMENT, ACV/CSC,
BELGIQUE

Qui peut prédire l'avenir ?

- nous dirigeons-nous vers un dérèglement faible ou fort du climat ?
- l'énergie deviendra-t-elle rare et chère ou abondante et bon marché suite à des sauts technologiques ?

L'hypothèse retenue la plus probable est celle d'un scénario où le climat se dérègle et où l'énergie est rare et chère.

“ Les syndicats belges ont signé une convention avec les régions wallonne et flamande pour adopter une attitude proactive pour l'environnement. ”

La stratégie européenne

La stratégie européenne se situe dans un triangle, formé par 3 pôles :

- Lisbonne et son processus, soit la stratégie de création d'emplois par la société de la connaissance.
- Moscou pour représenter le pôle énergétique : la Russie, fournisseur en gaz, offre une alternative, à court terme, au pétrole (le Qatar et l'Algérie, entre autres, disposent aussi de cette ressource en quantités non négligeables).
- Kyoto, dont les accords dictent nos engagements prioritaires pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'Europe ambitionne d'être pour 2020, non seulement une économie sans carbone, mais aussi une société recyclante qui économise ses ressources.

Auparavant, la croissance économique était reconnue comme un moteur plutôt vertueux pour la création d'emploi, la création de valeur ajoutée sociale comme la sécurité sociale et la création de bénéfices. Dorénavant, cet équilibre est remis en question. Un certain type de croissance peut avoir ses effets pervers sur le climat ou la consommation des ressources. Toutefois, le changement de direction de l'économie doit se faire en douceur et plusieurs voies sont possibles. Par exemple, la dématérialisation de l'économie, favorisant le service par rapport à la production de biens, permettrait de faire voyager la « recette » plutôt que le produit. Les TIC constituent un des moyens pour y parvenir. Le prix des quotas de CO₂ constitue aussi une donnée importante dans les investissements à long terme, pour la création d'emplois.

Les enjeux sociaux

La productivité des ressources, la localisation et la diversité des activités sont des enjeux sociaux cruciaux pour demain, vu leur impact croissant sur la valeur ajoutée créée et l'emploi. Il est difficile d'évaluer la marge de progrès social possible : certains pays, comme l'Allemagne ou l'Autriche développent des stratégies de productivité des ressources. Mais quand la productivité s'améliore, comment se fait la répartition de la valeur ajoutée ? Quelle part de la valeur ajoutée est destinée à la création d'emploi et quelle est la part réservée aux actionnaires ?

Les portefeuilles d'activités des entreprises comme Rank Xerox, Michelin ou Electrolux évoluent vers un portefeuille de services. Les TIC vont jouer un rôle important dans ce changement, rôle qui peut être à la fois positif et négatif. L'emploi peut sortir gagnant de ces évolutions mais il doit l'être de manière homogène sur l'ensemble des territoires.

Les TIC ne semblent pas à première vue, produire un système de société plus égalitaire que le système précédent. Les TIC bouleversent plutôt les classifications salariales par un effet de ré-hiérarchisation des métiers. Certains métiers facilement délocalisables voient leur emploi ou leur rémunération menacés (information, encodage...). D'autres en revanche comme le design, la création, le conseil juridique deviennent des créneaux davantage valorisés.

D'autre part, par nature les TIC ne sont pas non plus réductrices des émissions de CO₂. Lors du Conseil national du travail, les représentants des employeurs estimaient que les TIC favorisaient le télétravail à domicile, donc la réduction du CO₂. Les TIC permettent certes de travailler n'importe où, mais l'activité professionnelle à domicile engendre une consommation d'énergie souvent supérieure à celle des collectifs de travail. Dans ce cas-ci, la solution est intermédiaire : du télétravail mais en collectifs. À la CSC, c'est la concertation sociale qui a permis de trouver cette solution appropriée et efficace.

“ Les TIC bouleversent plutôt les classifications salariales par un effet de ré-hiérarchisation des métiers.

à celle des collectifs de travail. Dans ce cas-ci, la solution est intermédiaire : du télétravail mais en collectifs. À la CSC, c'est la concertation sociale qui a permis de trouver cette solution appropriée et efficace.

Les pouvoirs publics sous-estiment souvent le potentiel de la concertation pour les évolutions en cours, forcées par les TIC ou le dérèglement du climat.

En effet, les pouvoirs publics ignorent souvent les dégâts collatéraux de mesures a priori vertueuses mais trop peu concertées. En Belgique, par exemple, l'électricité est devenue moins chère le week-end. Cette initiative remplie de bonnes intentions s'est cependant traduite dans certains secteurs par le déplacement forcé des horaires de salariés sur le week-end, créant ainsi une brèche dans la vie sociale.

La concertation sociale peut avoir une plus value pour le climat de plusieurs manières, par exemple :

- en systématisant le bilan sociétal structuré qui intègre le CO₂, les sous-traitants, les fournisseurs
- en anticipant les mutations par une formation professionnelle adaptée
- en développant des plans de mobilité interconnectés
- via l'organisation bien pensée du travail et des régimes horaires
- en valorisant de manière intelligente l'éco-innovation et les économies d'énergie au poste de travail
- en utilisant le levier des fonds sociaux sectoriels.

Une concertation sociale digne de ce nom apparaît donc comme la voie de la sagesse, pour un développement équilibré et durable.

Recherche et innovation : une relation étroite avec l'économie

WOLFGANG H. KOCH : *Professeur, Université Scientifique et Technologique de Trondheim, Norvège.* La technologie et la science peuvent-elles nous aider dans les domaines du climat, de l'emploi et des produits ?



WOLFGANG H. KOCH
PROFESSEUR, UNIVERSITÉ
SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE
DE TRONDHEIM, NORVÈGE

La base *Computer integrated manufacturing* (CIM) est une base de données bibliographique, scientifique et technologique. Le département de l'université de Trondheim, « *Engineering quality production* », s'emploie à la transformation d'informations et de données intégrées issues de la base CIM en pièces, comme les composants d'ordinateurs. Ce département a également la responsabilité de la formation des étudiants et du transfert de technologies.

La formation et la sensibilisation au recyclage et à la réduction des déchets sont, en Norvège, très importantes et ce dès le plus jeune âge.

“ **La formation et la sensibilisation au recyclage et à la réduction des déchets sont, en Norvège, très importantes et ce dès le plus jeune âge.** ”

Communication et sensibilisation

L'éducation dès l'enfance permettra aux jeunes de prendre conscience du développement durable pendant leur jeunesse et leur formation sur ce thème ne sera alors plus nécessaire quand ils atteindront l'âge adulte. Ainsi, il faut renforcer le lien entre la formation et la communication (une absence de communication entraîne une perte de motivation). Or les TIC favorisent cette communication.

Enfin, il faut considérer la durée de vie d'un produit d'un point de vue holistique : le biodiesel n'émet certes pas de CO₂ mais d'autres polluants carcinogènes.

Science et application : exemple d'une prothèse de hanche

Les TIC ouvrent l'accès à la Conception assistée par ordinateur (CAO). Grâce à celle-ci, les chercheurs créent des produits à longue durée de vie, comme des prothèses de la hanche. Ce travail par ordinateur pousse à la création de modèles de produits en 3D. Les

“ Les couches d'informations créées (via le MPP) donnent la possibilité de transmettre des informations fonctionnelles et pas seulement géométriques.

couches d'informations créées (via le MPP) donnent la possibilité de transmettre des informations fonctionnelles et pas seulement géométriques.

JEAN-LUC GERARD : La Chine, pays en pleine croissance, mais pauvre dans sa globalité, produit deux à trois centrales à charbon par mois : la pauvreté induit souvent la pollution.

Enjeux des TIC

CHRISTIAN OLLIVRY : *Administrateur Alliance TICs, Directeur des relations extérieures de Motorola, France.* Alliance TICs est une formation de plusieurs syndicats qui regroupent les secteurs de la téléphonie mobile (Ericsson, Alcatel-Lucent, Motorola, etc.) et de l'informatique (IBM, Neopost, Intel, etc.)

La relation production-consommation est basée sur un équilibre. Ce sont les consommateurs qui créent la demande, mais ils dépendent des biens qu'ils possèdent. Dans ce contexte, les TIC sont devenus indispensables. La consommation d'électronique est très importante et coûte cher. Les TIC peuvent néanmoins participer au développement durable.

En France, 33 % de la population est rurale (contre 6 % en Angleterre). Or, les TIC favorisent le développement de petites entreprises dans les villages reculés. Cette nouvelle population se nomme les « néo-ruraux ».



CHRISTIAN OLLIVRY
ADMINISTRATEUR ALLIANCE TICs,
DIRECTEUR DES RELATIONS
EXTÉRIEURES DE MOTOROLA,
FRANCE

Augmentation des besoins et des déchets

Le débit actuel d'Internet suffit à couvrir nos besoins, mais d'ici 2012, les besoins en TICs vont être multipliés par sept environ, en débit et en applications. Le matériel et infrastructures du secteur de la fabrication progressent et doivent se diriger vers la réduction de consommation des ressources.

De nombreuses mesures ont été prises dans ce sens, notamment avec la directive RoHS (relatives aux substances dangereuses) ou les Déchets d'équipements électroménagers et électroniques (DEEE). Des opérations du type « récupération d'anciens équipements » sont effectuées au profit d'institutions de charité. Un PC aujourd'hui est renouvelable à 98 %, des efforts sont constamment menés sur la recherche de composants encore plus environnementaux (les batteries d'alimentation, l'utilisation des énergies alternatives...)

“ **Le haut débit et les infrastructures informatiques doivent progresser pour encourager les utilisateurs à participer au développement durable.** ”

Par ailleurs, la sensibilisation des consommateurs est très importante, tout comme la recherche d'innovations. Des opportunités sont en cours de développement : le dividende numérique, l'utilisation des fréquences de la TNT...

Le haut débit et les infrastructures informatiques doivent progresser pour encourager les utilisateurs à participer au développement durable.

Microfinance et développement

ÉRIC GROISE : *Directeur OCTO, France.* Octo est une société de création de logiciels. Ces logiciels traitent de microfinance pour aider les utilisateurs à la gestion de portefeuille de crédits. La société de conseil Octo est très présente dans le monde bancaire parisien et effectue beaucoup de R & D.

Octo a sollicité l'ONG ACTED (Agence d'aide à la coopération technique et au développement)², qui développait une activité de microfinance via sa filiale Oxus. « Octopus³ », est un logiciel de microcrédit en open source (débuté en 2005), destiné à aider les MFI.

L'équipe centrale en charge de ce projet se trouve à Paris et dispose d'un réseau de partenaires à l'étranger. Le développement d'Octopus s'inscrit dans une double démarche de mécénat et de démonstration de procédés innovants pour la construction de logiciels complexes.



ÉRIC GROISE
DIRECTEUR OCTO, FRANCE

Octopus outil au service de la microfinance

La microfinance consiste en l'attribution de prêts à taux réduits à des entrepreneurs ou des artisans qui ne peuvent pas accéder aux prêts bancaires classiques. Octopus s'inscrit dans une démarche d'aide aux *Microfinance institutions* (MFI), qui utilise de l'argent prêté plutôt que de l'argent donné. Par conséquent, l'accessibilité à cet argent rend l'ampleur des actions menées plus vaste.

Deux milliards de personnes vivent avec un « salaire » de moins de deux dollars par jour.

La microfinance, à travers Octopus, met à disposition de ces individus, de petites sommes d'argent pour les aider à investir (moyenne de 150 euros au Tadjikistan). Ces microcrédits s'adaptent aux conditions du demandeur, en termes de caution (caution solidaire d'un groupe ou hypothèque d'un mouton par exemple) et de gestion de remboursement (échancier plus dynamique).

La microfinance fournit des moyens et les outils à long terme pour le développement et non une aide distribuée ponctuellement, comme l'aide humanitaire. Le prix Nobel a démontré la rentabilité de cette démarche au monde financier.

Le montant des crédits de microfinance s'élève aujourd'hui à 30 milliards d'euros et, selon certaines estimations, pourrait atteindre 300 milliards d'euros (taux de croissance élevé). Le risque financier des organismes de microcrédits est compensé par des taux d'intérêts forts (30 %) mais qui restent nettement inférieures à ceux des usagers locaux (120 %).

2 Quatrième ONG de France
3 Très schématiquement, Octopus permet : d'établir des contrats de microcrédit entre une agence ACTED et les clients (produits packagés ou exotiques/sur-mesure, échanciers de remboursement, gestion des clients...); de traduire des événements, qui surviennent durant la vie du contrat, en écritures comptables; d'exporter les écritures comptables vers un logiciel de comptabilité dédié.

“ **Le logiciel s'utilise facilement sur le terrain et permet aux institutions de ne pas s'effondrer sous une lourde quantité de documentations.**

Le logiciel s'utilise facilement sur le terrain et permet aux institutions de ne pas s'effondrer sous une lourde quantité de documentations. D'un design, simple et fiable, il est accessible à toute personne. En outre, le logiciel évolue de façon constante pour s'adapter à la demande. Des mises à jour sont donc régulièrement disponibles. Grâce aux TIC, une communauté s'est créée et participe à la circulation de l'information (entre plusieurs communautés de Russie, du Tadjikistan, d'Indes...) pour l'amélioration du logiciel.

JEAN-LUC GERARD : Le développement durable a besoin de capitaux, d'incitations des politiques, de technologies, de concertation et d'entrepreneurs pour pouvoir progresser. Des personnes innovantes créant de l'emploi sont aussi nécessaires.

Entrepreneurs innovants

EMMANUEL DE LA VILLE : *Directeur général, Ethifinance*⁴. Agence d'analyse indépendante de la Responsabilité sociale et sociétale des entreprises (RSE), Ethifinance évalue la performance des entrepreneurs sur différents critères pour le compte d'investisseurs. Notre agence de notation met à leur disposition des informations, notamment sur la politique et les pratiques sociales des entreprises. Les critères de notation extra-financière portent sur 4 domaines :

- la gouvernance (la déontologie, la gestion des crises, etc.)
- les impacts sociaux
- les impacts environnementaux
- les impacts des autres parties prenantes (la gestion de la responsabilité de l'entreprise, les pratiques commerciales, les relations avec la société civile, avec les fournisseurs etc.).

Nous évaluons par exemple, la gestion de l'emploi, la politique environnementale, l'hygiène et la sécurité, le suivi des démissions, la stratégie et l'organisation des ressources humaines, l'absentéisme et la rémunération.

Le volume des marchés financiers qui prennent en compte ces informations (les investissements dits socialement responsables) dépasse aujourd'hui 1 000 milliards d'euros en Europe. Les investisseurs ont une approche non plus « éthique » mais « risque ». Les entreprises qui arrivent à gérer ces enjeux sont à long terme les plus rentables. La prise de conscience de ces nécessités a d'abord commencé dans les grands groupes, puis s'est appliquée aux fournisseurs. Tous ces critères sont des indicateurs de santé pour les investisseurs.

Ethifinance a réalisé cette année 282 analyses et peut citer, comme exemple d'entreprise performante SOLL. Cette société est en effet exemplaire dans le domaine de gestion des effectifs (le nombre d'employés est passé de 700 à 1 400 en peu de temps) et est en voie de certification *Certificate in coaching and mentoring* (CMM). Vernier et Pharmagest Interactive sont aussi de bons exemples en matière de gestion du capital humain dans une PME.



EMMANUEL DE LA VILLE
DIRECTEUR GÉNÉRAL,
ETHIFINANCE

⁴ <http://www.ethifinance.com/>



Échanges avec la salle

DE LA SALLE : Les TIC et le développement du télétravail ne supprimeront-ils pas les contacts humains? Ne seront-ils pas alors néfastes à l'emploi?

THIERRY DEMUYSÈRE : Un équilibre est certes nécessaire, mais le contact humain ne sera jamais supprimé. Une concertation entre toutes les parties intéressées est indispensable pour cette adaptation.

Les TIC peuvent aider au développement durable, mais une participation collective doit être mise en place. Par exemple, les investisseurs et les banques doivent réfléchir sur la qualité de leur investissement. Les banques françaises, par leurs investissements indirects dans des projets à l'étranger provoquent une émission de GES 3,2 fois supérieure à celle de la France entière! Le secteur industriel émet 75 % du total des émissions de GES.

La responsabilité de la situation environnementale se trouve bien dans l'économie.

DE LA SALLE : Pourquoi l'utilisation des TIC n'est pas un critère d'analyse de la santé des entreprises?

EMMANUEL DE LA VILLE : L'éco-conception est un des critères de performance utilisés lors de la notation des entreprises. Ce nouveau type de production nécessite des recherches et une communication entre les différents acteurs (actionnaires, fournisseurs, recherche...) Pour établir ces liens, l'utilisation des TIC est nécessaire. L'analyse des entreprises s'effectue en fonction de la demande des investisseurs et les critères d'analyse évoluent régulièrement.